

# La fronde des élus locaux contre l'État

Alain Rousset, le président de l'Association des Régions de France. : Jean-Yves Desfoux



**Droite et gauche unies, ils voient d'un oeil sombre la réforme du « millefeuille » territorial telle que la prépare l'Élysée.**

« Le seul point positif, c'est que l'on va vers la révolte des élus locaux. Le ministre nous a insultés. Le seul message, c'est le charcutage des Régions. La logique du pouvoir absolu se confirme. » Jacques Auxiette, le président (PS) des Pays de Loire, ne décolerait pas, hier, à Caen, après l'intervention d'Alain Marleix, plusieurs fois sifflée, en clôture du congrès de l'Association des Régions de France (ARF).

Le ministre des Collectivités locales venait de dire trois choses qui fâchent : 1) L'action des collectivités serait « **incompréhensible et coûteuse** ». 2) « **Les élus régionaux ne sont pas enracinés dans leurs territoires** ». 3) Les mêmes élus pourraient siéger au département et à la Région, ce que la gauche appelle la « **politique du rond-point** », par opposition aux politiques stratégiques.

Que les amis de Jacques Auxiette – vingt Régions sur vingt-deux à gauche – pensent comme lui ne surprend pas. Mais qu'Adrien Zeller (Alsace) et Jacques Pélissard, le président UMP de l'Association des maires de France (AMF), s'en prennent vertement

à l'État, confirme qu'en matière de collectivités locales, il y a moins d'oppositions entre droite et gauche qu'entre les Régions, tenues à l'écart du Comité Balladur chargé de faire des propositions, et Nicolas Sarkozy.

« On l'apprend par la radio ! »

« **Nous ne sommes pas les sous-traitants des politiques de l'État** », a lâché Pélissard devant le ministre, après avoir insisté sur « **la montée des pouvoirs locaux dans le monde entier** ». « **Les collectivités**, s'indigne Claudy Lebreton, le président des départements, **assurent 75 % de l'investissement public. Et quand il y a un plan de relance, on l'apprend par la radio !** » Le congrès des maires, la semaine dernière, avait déjà sonné le tocsin. Celui des Régions marque le déclenchement des hostilités.

Villes, départements et Régions sont ainsi en train de constituer un front commun - « **surtout, évitons de nous diviser** », insiste Claudy Lebreton - pour exprimer trois choses. Primo, les gâchis viennent de l'État : « **Il a augmenté ses effectifs déconcentrés de 250 000 entre 1985 et 2005**, constate Alain Rousset, le président de l'ARF, **alors que nombre de ses compétences étaient transférées aux collectivités.** »

Secundo : il faut au moins quadrupler non pas la taille, mais les capacités des Régions qui ne pèsent que 23 milliards contre 62 pour les départements et 120 pour les communes.

Tertio : il faut des « **chefs de file** » par compétence. « **Moi**, se désole Pélissard en tombant les bras, **j'ai quatre financeurs pour rénover la façade de mon théâtre ! Nous serons forts si nous avons une démarche conjointe pour dire cela.** »

Michel URVOY.